

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 26 juin au 02 juillet 2025

À partir du 7 juillet 2025, la Pologne rétablira des contrôles temporaires aux frontières avec l'Allemagne et la Lituanie, dans le but de limiter les flux migratoires non contrôlés. Cette décision, annoncée par le premier ministre Donald Tusk, intervient dans un contexte de forte tension politique autour de l'immigration, devenue un sujet central depuis la récente élection présidentielle, remportée par Karol Nawrocki, soutenu par les nationalistes. Varsovie critique Berlin pour avoir refusé l'entrée de migrants, les refoulant vers la Pologne. En réponse, Tusk justifie le durcissement de la politique migratoire, amorcé depuis plusieurs mois, notamment avec la suspension provisoire du droit d'asile annoncée en octobre 2024. La frontière avec la Lituanie est également concernée, en raison de migrants transitant par la Biélorussie, accusée avec la Russie d'instrumentaliser la migration depuis 2021. Le gouvernement allemand, informé à l'avance, a réagi en soulignant une coopération étroite avec la Pologne face à ce défi commun.

Les autorités allemandes ont convoqué l'ambassadeur d'Iran à Berlin après l'arrestation d'un homme soupçonné d'espionnage au profit de Téhéran. Le suspect, un Danois d'origine afghane nommé Ali S., a été arrêté à Aarhus (Danemark) à la demande de l'Allemagne. Il est accusé d'avoir reçu des ordres d'un service de renseignement iranien pour collecter des informations sur des lieux et des personnalités juives à Berlin, en vue de potentielles attaques terroristes. Selon le parquet fédéral allemand, il aurait espionné trois sites en juin, notamment pour le compte de la Force Al-Qods, une unité des Gardiens de la Révolution iranienne. Ces actes auraient pu servir à planifier des attentats contre des cibles juives. Le ministre allemand des Affaires étrangères a fermement condamné ces faits, rappelant que toute menace contre les juifs en Allemagne est inacceptable. Depuis l'attaque du Hamas contre Israël en octobre 2023, les autorités allemandes sont en état d'alerte élevé face aux risques d'attentats antisémites.

Querelle sur la taxe sur l'électricité en Allemagne. Alors que les politiques de la coalition noire-rouge cherchent des solutions pour trouver les milliards manquants, le risque que la coalition ne tienne pas sa promesse de baisser la taxe est grand, ce qui fait réagir les entreprises. En effet, le contrat de coalition prévoyait une baisse de la taxe d'électricité, mais le gouvernement a dû constater que cette promesse ne pouvait pas être tenue pour tous les secteurs. Ainsi, les entreprises ont déjà envoyé une lettre au gouvernement pour demander une baisse pour tous les secteurs d'activité ; en ce moment, seule la filière industrielle et agricole est concernée par cette mesure. Le prochain comité de la coalition gouvernementale, prévu ce mercredi à 17 heures, devrait apporter une réponse définitive. Le chancelier Friedrich Merz a d'ores et déjà annoncé à la télévision allemande qu'ils travaillaient sur une solution.

Le fournisseur d'armement allemand Rheinmetall se lance dans la production de pièces pour des avions de combat. Jusqu'ici connu pour fabriquer de l'artillerie, des chars et des munitions, Rheinmetall est en passe de finaliser la mise en place d'une production de pièces centrales de fuselage pour les avions américain de combat de type F-35A Lightning II, dans la ville de Weeze, en Rhénanie-Westphalie. Pour ce faire, la plus grande entreprise d'armement d'Allemagne coopère avec les fabricants américains Lockheed Martin et Northrop Grumman, faisant ainsi office de sous-traitant. Au total, au moins 400 pièces centrales de fuselage doivent être construites à Weeze pour des « nations amies » et l'armée de l'air. Vingt pays, dont quatorze pays de l'OTAN, misent sur l'avion F-35 comme élément important de leurs flottes aériennes militaires. Le projet s'inscrit dans la durée : la production des 400 pièces ne sera achevée que dans 17 ans.

En juin, le chômage en Allemagne a augmenté de 11.000 personnes, portant le nombre total de chômeurs à 2,97 millions. Cette hausse est moins importante qu'attendu, les analystes ayant prévu une augmentation de 15.000. Le taux de chômage ajusté reste stable à 6,3 %. Le pays compte désormais près de 3 millions de chômeurs, un niveau inédit depuis dix ans. Parallèlement, le nombre de postes vacants a chuté à 632.000, soit 69.000 de moins qu'un an plus tôt, indiquant un ralentissement de la demande de main-d'œuvre. Cette évolution intervient alors que l'Allemagne prévoit de rehausser progressivement le salaire minimum horaire à 14,60 € d'ici 2027.

Par ailleurs, les débats sur le financement du système de santé se sont intensifiés en Allemagne, alors que plusieurs caisses d'assurance maladie ont annoncé une hausse de leurs contributions. Face à cette dynamique préoccupante, la ministre de la Santé, Nina Warken, cherche à endiguer la hausse des cotisations pour l'année à venir. Elle plaide notamment pour une aide accrue de l'État, avec un soutien budgétaire direct. Toutefois, le ministère des Finances n'a pour l'instant prévu qu'un prêt limité de 2,3 milliards d'euros, bien en deçà des 10 milliards demandés. En parallèle, le GKV-Spitzenverband (l'organisme fédéral des caisses de santé) appelle à un moratoire sur les dépenses, afin de stabiliser temporairement les finances sans réduire les prestations. Le gouvernement mise pour l'heure sur un modèle transitoire, en attendant des réformes structurelles plus durables. La question de la soutenabilité du système de santé demeure donc ouverte, dans un contexte de tensions budgétaires croissantes.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Depuis le 1er juillet 2025, le **Dr. Mark Speich** est le nouveau secrétaire général de la Fondation Konrad-Adenauer, succédant ainsi à Michael Thielen, parti à la retraite.

À peine entré en fonction, il se rendra à Paris lundi prochain pour participer à l'événement "Weimar of Ideas" organisé par Clément Beaune, illustrant ainsi son engagement immédiat en faveur du dialogue européen et de la coopération franco-allemande.

Nous souhaitant la bienvenue à Dr. Mark Speich ainsi que beaucoup de succès dans la réalisation de ses missions au sein de la KAS !

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



17 milliards d'euros

Bien que la Deutsche Bahn doive recevoir environ 107 milliards d'euros d'ici 2029 pour la modernisation de l'infrastructure ferroviaire, le directeur de la Deutsche Bahn, Richard Lutz, estime qu'il y a un déficit de financement de **17 milliards d'euros** d'ici 2029. Même les fonds supplémentaires provenant du fonds spécial pour l'infrastructure n'y changeraient rien. Le ministre des Transports, Patrick Schnieder (CDU), a réagi avec étonnement. Selon lui, les investissements prévus et le Sondervermögen devraient largement suffire à satisfaire les besoins. Et qu'en pense la Cour des comptes fédérale ? Celle-ci avait averti à plusieurs reprises que la Deutsche Bahn calculait ses coûts d'investissement de manière trop optimiste - et que le gouvernement fédéral sous-estimait les risques budgétaires.